

**La « Communauté internationale »
n'a pas le droit de se résigner à sa propre impuissance !**

Les mortelles statistiques du territoire de Gaza imposent aux citoyens de se dresser partout en France, en Europe et dans le monde.

Non, le trop banalisé « conflit du Moyen-Orient » doit s'arrêter :

- pour le Peuple palestinien qui en subit l'indicible tragédie,
- pour l'explosive région du Moyen-Orient
- pour les citoyens d'Israël qui veulent encore croire à la paix,
- pour les « Nations » dites « Unies », impuissantes à vouloir et pouvoir y mettre un terme effectif.

Il y a eu trop d'horreurs ces derniers jours à Gaza et en Cisjordanie : bombardements et représailles aveugles, destructions, punitions collectives, arrestations et morts de civils innocents.

Il est urgent de dire aujourd'hui : « Assez de paroles » et venons-en enfin aux « actes » pour contribuer à imposer le cadre d'une Paix Juste et Durable.

Il est urgent que l'Union Européenne et l'ensemble de ses pays membres – dont la France - imposent l'exclusion de tous les produits des « colonies » illégales, de tous les Accords et échanges commerciaux avec Israël et qu'ils décident de suspendre immédiatement l'accord d'association Union Européenne – Israël, qui accorde à ce pays des tarifs commerciaux préférentiels avec les pays de l'UE.

En préalable à l'établissement d'une paix entre les Palestiniens et les Israéliens, **il est urgent** que cessent :

- les bombardements sur Gaza
- l'agression israélienne en Cisjordanie et à Jérusalem
- le blocus, illégal et criminel, de Gaza
- l'impunité pour Israël qui viole le droit international
- l'occupation par Israël des territoires illégalement occupés.

Il est urgent que l'Etat d'Israël se soumette intégralement à ses obligations internationales. Il doit cesser d'être une « puissance occupante ». Les Palestiniens habitant la bande de Gaza ou la Cisjordanie doivent pouvoir y vivre en sécurité.

Face à de si pressants enjeux, le MRAP exige du Président de la République et du gouvernement français qu'ils mettent enfin tout le poids de la France dans la balance, tant au sein de l'Union Européenne que des Nations-Unies, pour que soit mis immédiatement un terme aux punitions collectives infligées aux habitants de la bande de Gaza et des territoires palestiniens.

La « Communauté internationale » n'a pas le droit de se résigner à sa propre impuissance !